







# Une génération d'Algérie aux Antilles ?

## Une socio-histoire de la jeunesse antillaise de la guerre d'Algérie à 1972

**Dr. Karine Sitcharn**

*Exposé introductif de soutenance au Centre Maurice Halbwachs, le 2 décembre 2022  
Thèse dirigée par Florence Weber, en co-direction avec Frédéric Turpin*

*sitcharn.karine@orange.fr*

Tout d'abord, je tiens à remercier les membres du jury pour l'attention qu'ils ont portée à ma recherche et pour leur présence aujourd'hui. Je veux également remercier ma directrice de thèse, Florence Weber ainsi que mon co-directeur de thèse, Frédéric Turpin pour leur accompagnement et leur soutien tout au long de ce doctorat.

La thèse que je sou mets aujourd'hui à la discussion du jury intitulée : « Une génération d'Algérie aux Antilles ? Une socio-histoire de la jeunesse antillaise de la guerre d'Algérie à 1972 », constitue l'aboutissement d'un parcours à la fois personnel et universitaire sur lequel je souhaiterais revenir brièvement avant d'en souligner les principales conclusions et les possibles prolongations. Cette thèse d'histoire s'inscrit en effet dans la tradition de l'École des Annales qui incite au dialogue entre les différentes disciplines des sciences sociales. J'ai, en effet, toujours été sensible à la confrontation du regard historique et sociologique pour décrypter un objet d'histoire. C'est ainsi que j'ai obtenu une licence d'histoire à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne en choisissant la sous-dominante sociologie. J'ai poursuivi par une maîtrise d'histoire à Paris I en co-direction avec une historienne et un sociologue, puis un master II en sciences de l'éducation à l'Université des Antilles-Guyane qui a consolidé ma formation sur les méthodes quantitatives et qualitatives. Dans mon parcours professionnel en tant que professeure d'histoire-géographie au lycée en Guadeloupe, j'ai poursuivi dans cette voie en développant le plus possible l'interdisciplinarité dans ma pratique, avec le pilotage d'une prépa aux classes préparatoires littéraires en collaboration avec le lycée Henri IV pour les élèves de milieux défavorisés qui ne disposaient pas dans leur famille de ce que Bourdieu appelle le capital culturel. Si ma présence en tant qu'historienne dans un laboratoire de sociologie, tel que le Centre Maurice Halbwachs (CMH) peut paraître insolite, elle s'explique par cette trajectoire. Cette recherche pluridisciplinaire a pu également s'épanouir au sein de l'école doctorale sciences de la société de l'EHESS qui co-accrédite ce doctorat avec l'ENS. Ma thèse, qui donne une large place à la question des inégalités et des liens d'attachement, s'inscrit dans l'axe de recherche du CMH, Inégalités et Solidarité. Par ailleurs, mon travail de recherche qui porte une attention particulière aux questions d'éthique, de respect du règlement général sur la protection des données (RGPD) s'est nourri également des discussions que j'ai pu avoir avec des chercheurs et des doctorants du laboratoire, notamment dans le cadre du séminaire du CMH à Fréjus ou du groupe de travail sur le comité d'éthique du CMH dont je fais partie.

À l'origine, mon sujet de thèse est né de la réticence d'anciens combattants antillais de la guerre d'Algérie à témoigner de leurs expériences de guerre dans un cours d'histoire que je proposais à une classe de terminale sur les mémoires de la guerre d'Algérie. Ce

premier contact avec les témoins a éveillé ma curiosité, m'incitant à penser qu'il y avait peut-être un sujet de thèse autour de la question du rapport entre la jeunesse antillaise des années 1950-1960 et la guerre d'Algérie. Par la suite, les premiers entretiens avec des militants anticolonialistes de cette période m'ont amenée à découvrir les rapports entre cette guerre et l'émergence de l'anticolonialisme chez les étudiants antillais. En définitive, le sujet a émergé de la confrontation entre une enquête ethnographique qui m'a conduite à faire plus de 70 entretiens en Guadeloupe et en Martinique auprès de personnes qui avaient 20 ans entre 1954 et 1962 et le dépouillement de sources écrites assez variées : le fonds Foccart, aidé en cela par mon co-directeur de thèse Frédéric Turpin, spécialiste de Jacques Foccart et des gaullistes, le fonds Debré, celui du préfet de Guadeloupe, Pierre Bolotte, de 1965 à 1968, des rapports d'information du Sénat et 42 000 fiches matricules conservées par le ministère des Armées et jusque-ici jamais encore dépouillées. L'ethnographie m'a permis de recueillir des récits de vie tant chez des étudiants présents dans l'Hexagone dans les années 1950-1960 que chez des jeunes des classes populaires qui n'ont pas quitté les Antilles, hormis certains à l'occasion de leur enrôlement dans le contingent en Algérie. J'ai ainsi pu dresser un portrait sociologique de la jeunesse antillaise, un objet de recherche majeur, compte tenu du malaise ressenti par cette tranche d'âge dans les années 1950-1970 et singulièrement encore aujourd'hui à la lumière de l'actualité récente.

Cette thèse a été réalisée en deux temps. Le premier moment a consisté à mettre en récit un nombre important de données qualitatives et quantitatives, mais je restais insatisfaite, car la thèse demeurait descriptive et la réalité socio-historique me paraissait bien opaque. Il m'a donc fallu recourir à un important corpus d'ouvrages à la fois d'histoire, de sociologie, de sciences politiques, de philosophie et de littérature pour proposer un portrait socio-historique de la jeunesse antillaise des années 1950 aux années 1970.

Ma question de recherche consistait à me demander comment expliquer que dans un contexte propice à la décolonisation, les Antilles soient demeurées dans un *statu quo* institutionnel. Pourquoi la période qui s'étend de la guerre d'Algérie à 1972 n'a-t-elle pas vu émerger une génération politique, mais une génération transsociale mobilisée sur la question sociale et hostile à l'indépendance. Par génération transsociale, j'entends une génération capable de transcender la barrière des classes sociales pour des mobilisations unitaires. Les sources écrites demeuraient muettes pour comprendre pourquoi la jeunesse populaire n'avait pas adhéré au projet politique présenté par la jeunesse estudiantine anticolonialiste. C'est donc l'enquête ethnographique qui m'a éclairée. Elle a mis en évidence des fractures culturelles, de classe et de race expliquant l'improbable convergence de vue entre une jeunesse populaire qui se mobilise sur des questions sociales et une jeunesse estudiantine focalisée sur la question politique. Par ailleurs, la guerre d'Algérie, loin d'être une matrice uniformisatrice pour cette jeunesse éclatée, a renforcé le fossé entre une jeunesse estudiantine que la guerre a rendue de plus en plus anticolonialiste et une jeunesse populaire qui se sent intégrée dans la communauté nationale par le biais du régiment en Algérie. Il faut attendre le début des années 1970 pour que l'analyse réflexive des étudiants les amène à privilégier la question sociale, devenant ainsi des intellectuels organiques. Si les événements de mai 1968 ne sont pas étrangers à cette nouvelle orientation, il faut néanmoins souligner l'originalité des mobilisations sociales aux Antilles fondées sur une appropriation, par la jeunesse anticolonialiste, de la culture populaire. Et ainsi, cette culture populaire entretient du lien social prêt à l'emploi pour de futures mobilisations. En ce sens, cette recherche historicise les mobilisations sociales aux Antilles y compris celle de 2009. Restait à élucider un deuxième problème : pourquoi l'alliance entre la jeunesse populaire et la jeunesse lettrée restait-elle cantonnée à la lutte sociale ? Les entretiens devaient mettre en évidence une stratégie de la jeunesse populaire qui impose un nouveau pacte

social visant à tirer le meilleur parti des rapports de force entre l'État dispensateur de droits sociaux et les syndicats, recours contre le non-respect des droits du travail. Le concept de régime d'historicité de François Hartog devait aussi me permettre de mettre en exergue, la permanence d'une culture de la survie héritée de l'esclavage, qui pousse la classe populaire à prioriser l'amélioration de ses conditions de vie matérielle à toute considération idéologique.

Ce processus de recherche m'a confrontée à un certain nombre de difficultés. Je reviendrai ici sur les deux principaux écueils. Tout d'abord, il m'a été difficile de privilégier un modèle conceptuel unique pour expliquer cette réalité sociale antillaise. J'ai utilisé les *Cultural* et les *Subalterns studies* comme une ressource conceptuelle plutôt que comme un marqueur conceptuel. Certes, je ne peux nier l'influence de ces courants sur ma façon d'écrire l'histoire puisque j'ai donné la priorité à une histoire par le bas, aux cultures dominées, aux minorités et j'ai mis en exergue les « arts de la résistance populaires » pour reprendre l'expression de James Scott et l'autonomie des jeunes des classes populaires. J'ai prêté aussi une attention particulière à la dimension textuelle de l'histoire. Toutefois, pour ne prendre que l'exemple des *Subalterns studies*, il me semble difficile d'appliquer leurs concepts *in extenso* aux champs antillais. En effet, ce courant impulsé par les historiens indiens qui veulent défendre l'autonomie des classes populaires, amalgame dans le même ensemble aussi bien le colonisateur anglais que les élites indépendantistes indiennes, professant que l'un comme l'autre sont des dominants vis-à-vis des classes populaires. Pour les Antilles, il n'était pas probant de mettre dans le même ensemble un État répressif et des étudiants anticolonialistes victimes de la répression. En fait, par un va-et-vient entre la réalité que j'avais décrite et les différents concepts que je découvrais au fil de mes lectures, j'avais l'impression qu'il fallait « braconner » dans différents concepts créés dans d'autres aires géographiques pour décrypter la réalité créole, par essence hybride, et que finalement les concepts eux-mêmes devenaient hybrides. En définitive, comme je le dis en introduction et je le démontre à la fin de la thèse, il existe aux Antilles des processus souterrains faits de résistances immergées que l'on débusque dans l'étude du quotidien et qui émergent sous une forme explosive par le biais de mouvements sociaux, d'émeutes urbaines. Pour user d'une métaphore, je parlerai de sociétés telluriques pour évoquer des configurations sociétales dans lesquelles les résistances restent longtemps silencieuses. En ce sens, les écrivains de la créolité, m'ont éclairée pour comprendre l'originalité et la complexité des sociétés antillaises, qui ne sont, pour les citer : « ni européennes, ni africaines, ni indiennes ». J'ai pratiqué ce que Kincheloe appelle du « bricolage conceptuel » ou de la « recherche multi-paradigmatique<sup>1</sup> » me transformant en « oiseau picoreur » des concepts de Bourdieu, Gramsci, Foucault sur la domination, Scott, Thompson et Lüdtke sur les résistances populaires. Pour reprendre les mots du Jamaïcain Stuart Hall, j'ai opté pour une pensée de l'articulation, une posture intellectuelle qui consiste à établir une connexion entre différents points de vue. Enfin, par une démarche comparatiste, j'ai pu dépasser les différences sociétales entre les Antilles et l'ailleurs et mettre l'accent, en synthèse, sur ce qui fait l'invariant des sociétés humaines, et ce faisant, j'ai aussi emprunté à l'anthropologie. En somme, cette recherche pose quelques prémices théoriques d'un travail conceptuel plus général pour penser les sociétés des Antilles qui nécessite d'être envisagé collectivement et dans la pluridisciplinarité.

La deuxième difficulté à laquelle j'ai été confrontée concerne le type de récit à proposer aux lecteurs pour montrer l'imbrication des échelles globales et individuelles. Pour reconnecter les parcours de vie de ces militants avec une histoire plus politique, il fallait

---

<sup>1</sup> Kincheloe Joe L., 2001, « Describing the Bricolage: Conceptualizing a New Rigor in Qualitative Research », *Qualitative Inquiry*, vol. 7, n° 6, p. 679-692. DOI : 10.1177/107780040100700601

revenir aux sources de l'action politique, avec les écrits de de Gaulle et des gaullistes de la période. Ce faisant, j'apportais ma contribution à un débat historiographique auxquels les historiens qualifiés péjorativement d'historiens tiers-mondistes et aujourd'hui d'altermondialistes étaient particulièrement sensibles<sup>2</sup>. Si l'historien Jacques Marseille a démontré que l'Empire n'était pas une bonne affaire sur le plan économique, je voulais faire un pas de côté par rapport à cette thèse et examiner d'autres types d'intérêts et en l'occurrence les enjeux géopolitiques et de puissance. J'ai ainsi procédé à une généalogie et une anthropologie de la pensée coloniale et post-coloniale de de Gaulle pour comprendre pourquoi il acceptait l'indépendance de l'Afrique et de l'Algérie et récusait celle des Antilles. En remontant à l'humiliation ressentie par le général de Gaulle face au mépris manifesté par les Anglo-américains lors de son exil à Londres avant que le ralliement du guyanais Felix Éboué lui apportant l'Afrique ne le rende respectable, je démontrais que les décisions politiques relèvent du calcul politique, de la stratégie, mais peuvent avoir également une part d'affect, d'irrationnel. Cette démarche était délicate parce qu'elle impliquait un dialogue circonscrit au monde des historiens et empruntant peu aux autres sciences sociales, mais elle avait le mérite à mes yeux d'illustrer les interactions entre l'échelle microhistorique, révélée par les récits de vie, et l'échelle macrohistorique.

Pour conclure, je dirai que si le résultat principal de cette thèse, c'est d'avoir mis en évidence les raisons de l'immobilisme institutionnel des Antilles et d'avoir mis en lumière la dynamique des mouvements sociaux orchestrés par les jeunesses antillaises qui font dès lors génération. Il faut ajouter que cette recherche montre aussi les liens entre les contextes internationaux, nationaux, locaux et l'engagement anticolonialiste des étudiants antillais :

- Elle éclaire les rapports entre la littérature et plus singulièrement la Négritude avec l'engagement des étudiants et l'émergence des questions culturelles et identitaires.
- Elle renseigne sur le rôle des élites noires, mulâtres et blanches créoles, membres du réseau Foccart aux Antilles, dans la construction d'une image uniforme de la jeunesse, dangereuse, pour le maintien des Antilles dans le giron français.
- Elle donne à voir, à partir de 1961, des techniques de gouvernement reposant sur un savant dosage entre le consentement, la coercition et des politiques publiques visant à orienter les conduites des populations pour réduire l'explosion démographique qui pourrait, selon les plus hautes instances de l'État, faire le lit d'une crise sociale dégénérant en crise politique.
- Elle met au jour les cultures politiques qui sous-tendent les politiques publiques mises en place par l'État outre-mer et explicite les raisons de leurs échecs, en soulignant en particulier le rôle des *lobbies* blanc créole.
- Elle met en exergue le rôle dual de l'école aux Antilles : à la fois facteur d'émancipation pour une minorité, mais aussi de consolidation des dominations par les difficultés d'accès à l'école des enfants issus de la ruralité.
- Elle décrypte les mécanismes des préjugés raciaux, du colorisme aux Antilles et d'une domination socio-raciale qui se perpétue sur la longue durée.
- Elle replace dans l'histoire, une question historiographique laissée dans l'oubli, celle du racisme vis-à-vis des engagés indiens et de leurs descendants dans les sociétés créoles.

---

<sup>2</sup> Szczepanski-Huillery Maxime, 2005, « "L'idéologie tiers-mondiste". Constructions et usages d'une catégorie intellectuelle en "crise" », *Raisons politiques*, n° 18, p. 27-48.

– Elle témoigne du fait que dans le contexte de la globalisation qui induit une créolisation des cultures, penser les Antilles, c’est aussi penser la France hexagonale et penser le monde.

– Elle souligne enfin l’extrême richesse du recueil de témoignages oraux pour la recherche sur les sociétés antillaises qui ont une culture plus orale qu’écrite. Si le jury m’estime compétente pour intégrer la communauté des chercheurs, je souhaiterais poursuivre mon investissement dans la constitution d’un recueil de sources orales sur le thème de l’école et de l’identité sur deux générations, aux Antilles, en Guyane et dans une banlieue de l’Hexagone, Sarcelles. Piloté par ma directrice de thèse Florence Weber qui m’a associé à sa phase de développement, l’outil informatique ArchEthno qui permet d’archiver les enquêtes orales est une plus-value conséquente dans ce projet qui permettra d’associer l’histoire, les sciences politiques, la sociologie et la littérature à la constitution d’une vaste banque de données d’archives orales pour la recherche sur les Antilles.

Je remercie encore une fois les membres du jury de leur participation à cette soutenance et je me réjouis par avance d’entendre leurs lectures et d’échanger sur ces questions. Je remercie également les personnes présentes dans la salle de s’être déplacées pour assister à cette soutenance qu’il me plaît de faire devant vous ce 2 décembre qui commémore la journée internationale pour l’abolition de l’esclavage.